



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan  
34, rue Jules Legrand  
56100 Lorient

Lorient, le 30/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EOLIS ALIZé**

215 rue Samuel Morse  
Le Triade II  
34000 Montpellier

Références : XB/VLF/E/2026

Code AIOT : 0005521725

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2026 dans l'établissement EOLIS ALIZé implanté Landes de Couesmé 4 aux Fougerêts (56200). L'inspection a été annoncée le 12/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Ce parc, composé de trois éoliennes Nordex N131, d'une hauteur en bout de pale de 185,5 mètres et dotées de rotors de 131 mètres de diamètre a été autorisé par l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2019, complété par l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2021.

Les travaux ont débuté au second semestre 2024 et les éoliennes ont été mises en service fin 2025. Cette inspection est réalisée dans ce cadre.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EOLIS ALIZé
- Landes de Couesmé 4 56200 Les Fougerêts
- Code AIOT : 0005521725

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ce parc éolien composé de trois éoliennes Nordex N131, d'une hauteur en bout de pale de 185,5 mètres et d'un poste de livraison.

Ces 3 éoliennes viennent en extension d'un parc existant, 11 machines de modèle ECO 110, mis en service en 2012.

L'exploitant est la société EOLIS ALIZÉ, détenue à 100 % par ENGIE.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties Financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30	Sans objet
2	risque foudre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
3	mise en service industrielle	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
4	mise en service industrielle	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
5	mesures spécifiques aux travaux	Arrêté Préfectoral du 22/11/2019, article II-4	Sans objet
6	Dispositif de remontée des plaintes	Arrêté Préfectoral du 22/11/2019, article II-5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour les points vérifiés, les opérations de mises en service et l'exploitation du parc sont conformes

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Garanties Financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties Financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le montant des garanties financières est déterminé selon les dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel. (Lorsque sa puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est supérieure à 2,0 MW : $C_u = 75\,000 + 25\,000 \times (P-2)$ )  Ce montant est réactualisé par un nouveau calcul avant la mise en service industrielle.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni un acte de cautionnement de 345 360 € daté du 18 août 2025 qui expirera le 04/06/2030.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : risque foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, mise a la terre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation, dans le respect de la norme NF EN IEC 61 400-2, avant sa mise en service industrielle.
<b>Constats :</b>  L'effectivité de la mise à la terre de l'installation a été vérifiée et attestée par le constructeur NORDEX. Le registre de maintenance de l'article 19 mentionne les contrôles périodiques à réaliser et permet de s'assurer du respect de la fréquence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : mise en service industrielle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, essais de mise en service industrielle
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur : <ul style="list-style-type: none"><li>- un arrêt ;</li><li>- un arrêt d'urgence ;</li><li>- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.</li></ul> Les installations électriques intérieures sont contrôlées par un organisme compétent à fréquence annuelle Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>  Le constructeur, turbinier, a réalisé pour l'exploitant les essais de mise en service sur chaque aérogénérateur : <ul style="list-style-type: none"><li>- un arrêt ;</li><li>- un arrêt d'urgence ;</li><li>- un arrêt depuis un régime de survitesse</li></ul> L'inspecteur a visualisé par sondage 2 rapports d'essai. Les documents visualisés attestent de la conformité. Les contrôles électriques ont été réalisés par APAVE, les rapports figurent au registre de maintenance. Sur site une éolienne a été visitée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : mise en service industrielle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre de maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant tient à jour un registre de maintenance. Ce registre 19 est informatisé et a été visualisé lors de l'inspection. Les opérations de maintenance effectuées y sont consignées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : mesures spécifiques aux travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2019, article II-4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, dispositions particulières à la destruction de haie
<b>Prescription contrôlée :</b>  En compensation à la destruction d'une portion de haie nécessaire à la création d'une voie d'accès à E14, 45 m de haies seront plantés. Un plan permettra la localisation de la mesure compensatoire.
<b>Constats :</b>  La mesure compensatoire, 45 m de haies, a été réalisée et visualisée sur site à proximité du poste de livraison.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Dispositif de remontée des plaintes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2019, article II-5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autres mesures de réduction / suppression
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un dispositif de remontée de plainte sur les trois hameaux identifiés dans l'étude d'impact. Il assure la traçabilité de ses actions.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en place avec la mairie des Fougerêts un dispositif automatique de remontée de plainte des riverains notamment mis en œuvre pour les phénomènes d'ombres portées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

